

Pierre Dardot

LA MÉMOIRE DU FUTUR

CHILI 2019-2022



LUX

LA MÉMOIRE DU FUTUR

PIERRE DARDOT

LA MÉMOIRE DU FUTUR

Chili 2019-2022



© Lux Éditeur, 2023
www.luxediteur.com

Conception graphique de la couverture : Quentin Poilvet

Photo de la couverture : Manifestation à Santiago, 25 octobre 2019.
La photo a été prise par Susana Hidalgo et mise à disposition gracieusement avec cette mention : « Cette photographie reflète un moment qui représente la majorité des Chilien-ne-s, et j'aimerais que tous-te-s puissent en avoir un exemplaire, si elles et ils le souhaitent. »

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2023
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-89833-069-8
ISBN (pdf) : 978-2-89833-070-4
ISBN (epub) : 978-2-89833-071-1

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada pour nos activités d'édition.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACES	Asamblea Coordinadora de Estudiantes Secundarios (Assemblée de coordination des élèves du secondaire)
AD	Apruebo Dignidad (J'approuve la dignité)
AFP	<i>administradoras de fondos de pensiones de Chile</i> (sociétés d'administration des fonds de pension du Chili)
CAE	Crédito con Aval del Estado (Crédit avec l'aval de l'État)
CF8M	Coordinadora Feminista 8 de Marzo (Coordination féministe du 8 mars)
CONADI	Corporación Nacional de Desarrollo Indígena (Société nationale pour le développement autochtone)
CONFECH	Confederación de Estudiantes de Chile (Confédération des étudiants du Chili)
CS	Convergencia Social (Convergence sociale)
CTT	Concejo de Todas las Tierras (Conseil de toutes les terres)
CUT	Central Única de Trabajadores de Chile (Centrale unique des travailleurs)
DC	Partido Demócrata Cristiano (Parti démocrate-chrétien)
DINA	Dirección de Inteligencia nacional (Direction nationale du renseignement)
FA	Frente Amplio (Front large)
FECH	Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile (Fédération des étudiants de l'Université du Chili)
FESES	Federación de Estudiantes Secundarios de Santiago (Fédération des élèves du secondaire de Santiago)

GANE	Gran Acuerdo Nacional de la Educación (Grand accord national de l'éducation)
IA	Izquierda Autónoma (Gauche autonome)
IPN	Iniciativas Populares de Norma (Initiatives populaires de normes)
LdP	Lista del Pueblo (Liste du peuple)
LOCE	Ley Orgánica Constitucional de Enseñanza (Loi organique constitutionnelle sur l'éducation)
MIR	Movimiento de la Izquierda Revolucionaria (Mouvement de la gauche révolutionnaire)
OIT	Organisation internationale du travail
PC	Partido Comunista (Parti communiste)
PPD	Partido por la Democracia (Parti pour la démocratie)
PRI	Partido Regionalista Independiente Demócrata (Parti régionaliste indépendant)
PS	Partido Socialista (Parti socialiste)
PSU	Prueba de Selección Universitaria (épreuve de sélection universitaire)
RD	Revolución democrática (Révolution démocratique)
RN	Renovación Nacional (Rénovation nationale)
UDI	Unión Demócrata Independiente (Union démocrate indépendante)
UP	Unidad Popular (Unité populaire)

INTRODUCTION

UNE RÉVOLUTION CONTRE LE NÉOLIBÉRALISME

Lundi 7 octobre 2019, vers 18 heures : interviewé par CNN Chili, le ministre de l'Économie, Juan Andrés Fontaine, annonce que le ticket de métro de Santiago augmentera de 30 pesos, tout en minimisant l'impact de cette mesure sur la vie quotidienne des usagers du métro. C'est en fait dès le 6 octobre, la veille de cette annonce, que la nouvelle hausse des prix est intervenue sur le service du métro aux heures de pointe. Or, pour bien saisir la portée de cette augmentation, la troisième de l'année, il faut savoir que deux tickets par jour valent 1 790 pesos, ce qui à l'échelle d'un mois fait 35 600 pesos, soit environ 12 % du salaire minimum¹. Il faut également savoir que l'augmentation annoncée ne s'applique qu'aux heures de pointe, lorsque de très nombreux travailleurs empruntent le métro pour se rendre à leur travail. Le tarif du métro est en effet défini par trois horaires : *bajo*, *valle* et *punta*. Seuls les étudiants et

1. En octobre 2019, le salaire minimum réel, celui de la moitié de la population active, plus ou moins, était de 301 000 pesos. Insistons sur le fait qu'il est ici question du prix de deux tickets de métro par jour, un aller-retour entre la maison et le lieu de travail, et non d'un abonnement mensuel.

les personnes âgées payent un tarif fixe (230 pesos en octobre 2019). Le *bajo* correspond à l'intervalle compris entre 6 heures et 6 h 59 du matin ou entre 20 h 45 et 23 heures le soir, le *valle* s'applique de 9 heures à 17 h 59 et de 20 heures à 20 h 44, le *punta* entre 7 heures et 8 h 59 du matin et entre 18 heures et 19 h 59 de l'après-midi. Le ministre prévoyait d'augmenter les prix des horaires *valle* et *punta* et de diminuer d'autant le prix de l'horaire *bajo*.

La responsabilisation néolibérale de l'individu

Cette modulation différenciée des tarifs en fonction des horaires permet au ministre de soutenir que la mesure ne vise nullement les plus pauvres. À trois reprises dans la même interview, le ministre martèle la même idée formulée différemment : « Celui qui se lève tôt peut bénéficier d'un tarif réduit », « Une personne qui part plus tôt et prend le métro à 7 heures du matin a la possibilité d'obtenir un tarif plus bas », « Un espace a été ouvert pour que quelqu'un qui se lève plus tôt puisse être aidé par un tarif inférieur ». Au-delà même de leur caractère provocateur, ces réponses à des questions d'un journaliste sont parfaitement révélatrices de l'esprit néolibéral qui anime avec une grande constance la politique des gouvernants du Chili depuis des décennies. À travers ces éléments de langage, tout est dit : il faut inciter financièrement le travailleur à se lever plus tôt² ! C'est une petite musique présente à l'oreille de chacun : « Si tu te lèves trop tard, tu n'as qu'à t'en

2. C'est une application frappante de la politique du « coup de pouce » (*nudge*) élaborée par les partisans du « paternalisme libertaire ».

prendre à toi-même, c'est toi le coupable.» En d'autres termes, il s'agit de faire retomber sur chaque individu la responsabilité de la pénalité financière qui peut le frapper, et de faire croire que tout dépend finalement de la conduite qu'il choisira personnellement d'adopter. On reconnaît là un trait caractéristique du néolibéralisme qui excède largement les limites de l'expérience chilienne, bien qu'il ait d'emblée trouvé dans cette expérience une expression tout à fait typique : le néolibéralisme ne se réduit nullement à une doctrine académique importée de l'école de Chicago ou même à une politique économique inspirée par cette doctrine, il s'identifie à une forme de vie singulière, définie par une injonction à se choisir soi-même dans des conditions qui échappent à tout choix.

Le 7 octobre, vers 14 heures, des lycéens mènent la première action de refus de paiement en envahissant la station Universidad de Chile, faisant de ce refus, selon leurs propres termes, « une autre façon de se battre ». Du 7 au 18 octobre, des manifestations ponctuelles d'étudiants envahissent les stations de métro sans donner lieu encore à une action coordonnée à l'échelle de la capitale. Les choses vont changer le 18 octobre. Ce qui frappe l'observateur aux premières heures de cette journée, ce n'est pas l'effervescence d'un tumulte, mais plutôt la qualité du silence qui règne dans les rues de la capitale, un silence étrange et très inhabituel. Mais, vers 16 heures, à l'heure de la fin des cours, les premiers rassemblements s'improvisent à l'entrée des stations de métro : les étudiants invitent alors les gens à sauter les tourniquets sans payer, et les rassemblements grossissent au fur et à mesure que des salariés rentrant du travail voient ce qui se passe et décident de rejoindre le

mouvement. Il y a là une spontanéité qui déjoue tous les calculs et toutes les prévisions. La rue est alors bloquée par des manifestations de masse qui se répéteront chaque vendredi. C'est le début de l'élargissement de la révolte à d'autres couches sociales.

Certes, les initiatives étudiantes ne manquent pas depuis les premières oppositions à Pinochet en 1984. En particulier, les actions de blocage des lycées sont une sorte de « tradition », si bien que les lycéens sont habitués à ce genre d'actions et d'interventions qui portent la marque d'une inventivité liée à l'irruption politique qui n'est pas en elle-même nouvelle. Le lycéen hirsute (*chascón*) fait depuis longtemps partie de l'iconographie des mobilisations sociales. Bien entendu, il y a déjà eu par le passé des mouvements étudiants pour la gratuité des transports, mais on se méprendrait à établir une relation de causalité directe entre ces mouvements et le surgissement du 18 octobre 2019 : certes, ces derniers ont laissé des traces durables, mais ce n'est pas l'action souterraine de ces traces qui explique que la révolte a été déclenchée par le prix du ticket de métro. Ce n'est pas le passé qui refait surface en contraignant les acteurs à puiser en lui les réserves d'un sens qui ferait cruellement défaut au présent, mais c'est, à l'inverse, l'irruption du nouveau qui donne rétrospectivement sens au passé en mettant au jour la continuité d'une politique.

« ¡No son 30 pesos, son 30 años!³ »

Plus exactement, ce qui émerge, c'est la conscience active du lien étroit entre cette mesure d'un ministre

3. « Ce n'est pas 30 pesos, c'est 30 ans ! »

du président Piñera et la continuité de la politique menée par les gouvernements qui se sont succédé au Chili pendant des décennies. En témoigne au premier chef cette phrase reprise dans toutes les couches sociales qui prennent part au mouvement et même au-delà : « ¡No son 30 pesos, son 30 años! » Les « trente ans » renvoient aux trois décennies qui vont de 1989 à 2019, soit aux années de la Concertation, le système de gouvernance politique multipartite, réunissant le Partido Demócrata Cristiano (Parti démocrate-chrétien, DC), le Partido Socialista (Parti socialiste, PS) et le Partido por la Democracia (Parti pour la démocratie, PPD), qui s'est mis en place après le départ de Pinochet dans le but de préserver le cœur du système Pinochet de toute remise en cause, sous couvert d'assurer une « transition démocratique ». Dans les jours qui suivent l'annonce de l'augmentation, les journalistes de la télévision publique recueillent les témoignages de gens qui soutiennent le mouvement et qui vont tous dans le même sens : « On n'en peut plus, ça fait trente ans que ça dure. » Une telle conscience exclut la dissociation scolastique entre cause occasionnelle (les 30 pesos) et cause profonde (la gestion de la Concertation) : c'est dans une *immédiateté brutale* que les 30 pesos révèlent le système implacable qui s'est perpétué sans discontinuer depuis 1989.

Le « Réveil d'octobre », expression populaire qui est bien plus qu'une simple métaphore, peut s'entendre au sens de la sortie d'un cauchemar prolongé, non pas par la prise de conscience soudaine du caractère néolibéral du système, conscience acquise depuis longtemps et largement partagée, mais comme une réponse trop longtemps différée à une promesse non tenue par la Concertation : lors

du référendum de 1989, le slogan en forme de refrain par lequel cette dernière appelait à voter « Non » à Pinochet était en effet « *La alegría ya viene* » (La joie arrive bientôt). Or, l'*alegría* promise n'est jamais arrivée et le Réveil d'octobre est d'abord et avant tout une réponse à cette promesse faite par la Concertation pendant trente ans. Le « Réveil » des Chiliens s'accomplit dans l'action collective.

Contrairement à ce qu'on en dit trop souvent, non seulement la spontanéité n'exclut nullement la conscience politique, mais elle va même de pair avec une certaine planification. Il n'y a pas de plan politique fomenté par un groupe ou une organisation, mais il y a sans nul doute une planification des actions. Les cibles choisies aux premiers jours du mouvement révèlent une sélection tout à fait délibérée. En effet, les institutions attaquées sont, outre les 164 stations du métro de Santiago, les grands centres commerciaux, les supermarchés et les banques (une succursale de la Banque du Chili a été la première visée) qui ont toutes vendu des rêves de réalisation de soi par le crédit. Ce qui est ici visé n'est rien moins que le cœur du système néolibéral mis en place par la dictature, qui a transformé en profondeur la vie de millions de Chiliens. Là encore, ce qui retient l'attention, c'est à quel point ce système, loin d'être confiné dans la « superstructure » politique, est devenu à la longue partie intégrante de l'expérience quotidienne des Chiliens.

On peut en ce sens parler non seulement d'une expérience chilienne *du* néolibéralisme, mais aussi d'une *expérience néolibérale* vécue à une échelle de masse par les Chiliens. Autrement dit, dans le cas du Chili, le néolibéralisme n'est pas seulement un objet

d'expérience que l'on pourrait tenir à distance pour le considérer sous toutes ses facettes, mais il a aussi pénétré les couches de l'expérience et l'a façonnée durablement, générant ce que l'on pourrait appeler une lassitude existentielle doublée d'un sentiment de frustration, nourri par une précarité persistante. C'est ce qui explique que, même si leur tarif fixe les protège de la hausse du prix du métro, les étudiants soient à l'avant-garde du mouvement et reçoivent un soutien immédiat et massif de la population. Dans la référence aux « trente ans », c'est toute la *subjectivité de la révolte* qui trouve à s'exprimer. Comme si les manifestants disaient : « Vous nous avez trompés pendant trente ans sans jamais tenir vos promesses, nous sommes aujourd'hui dans la rue pour vous dire que cela suffit ! »

Sous ce rapport, le gouvernement de Piñera ne fait que se couler dans un système mis en place par ceux qui l'ont précédé. Pour autant, il n'est en rien exonéré de toute responsabilité. Il est désigné au contraire comme responsable de la perpétuation de ce système. La référence aux « trente ans » lie étroitement la souffrance vécue au quotidien et la gestion politique des différents gouvernements, y compris celui de Piñera. Le 8 octobre, dans une émission populaire très regardée, ce dernier a soutenu : « Au milieu d'une Amérique latine convulsée, notre pays est une véritable oasis. [...] Il y a une démocratie stable, le pays est en croissance, nous créons 176 000 emplois par an, les salaires augmentent. [...] Plus je vois les crises, plus nous devons apprécier notre pays. » Le même jour, dans une interview à CNN Chili, le ministre Felipe Larraín Bascuñán n'hésite pas à vanter la stabilité de l'indice des prix

à la consommation en invitant les « romantiques » à profiter de la baisse du prix des fleurs, comme si cette baisse pouvait compenser la hausse du prix du ticket de métro. Tous ces discours apparaissent à la majorité des Chiliens pour ce qu'ils sont : insupportables. C'est pourquoi, d'emblée, la revendication qui s'impose dans les slogans est non pas la destitution, mais la *démission* de Piñera. Entre les deux, la différence est abyssale : la destitution remettrait le sort du président entre les mains du Congrès, la démission est une exigence politique inconditionnelle qui refuse les formes légales prévues par la Constitution de 1980, celle-là même que Pinochet a fait adopter dans les conditions de la dictature issue du coup d'État de 1973.

L'isolement du pouvoir

Le gouvernement cherche dès le début à criminaliser l'action des lycéens et des étudiants. Le 16 octobre, la ministre des Transports, Gloria Hutt, menace publiquement les étudiants qui prennent part à ces actions de leur retirer les avantages que leur octroie la carte nationale d'étudiant. Dans la nuit du 16 au 17 octobre, le directeur du métro⁴, Clemente Pérez, parfait représentant de la Concertation, avait déjà exprimé son arrogance et son mépris en s'adressant en ces termes aux manifestants étudiants dans une interview accordée à la télévision nationale : « Ce que vous faites, assure-t-il, ça n'a pas marché. » Ou, plus vulgairement : « *Cabros, esto no prendió* » (littéralement : « Les gars, ça n'a pas pris », au sens où une

4. Le métro de Santiago est une entreprise dans laquelle l'État a une participation de 51 %.

allumette « prend » feu)⁵. Mais, comme le montre l'accélération des événements, l'allumette prend au contraire très vite feu. Aussi la formule sera-t-elle souvent moquée dans les manifestations.

Le 19 octobre, Piñera décrète l'état d'urgence et nomme un général de division à la tête de la Défense nationale. Le 20 octobre, alors que les affrontements se multiplient entre manifestants et forces de l'ordre, il déclare la nation en guerre contre « un ennemi puissant, implacable, qui ne respecte rien ni personne », et qui est « prêt à faire usage de la violence et de la délinquance sans aucune limite ». Il convient de s'attarder un peu sur cette construction discursive de l'ennemi qui n'est pas précisément une nouveauté dans l'histoire du néolibéralisme, mais qui prend ici une signification particulière. Dès sa formation dans les années 1930, le néolibéralisme a qualifié ses ennemis d'ennemis « civilisationnels » : le socialisme, l'État social et le syndicalisme⁶. Il y a une différence manifeste relativement au concept d'ennemi élaboré par Carl Schmitt en 1932, selon lequel c'est le fait d'une décision absolument première, irréductible à toute norme civilisationnelle, qui constitue l'ennemi comme tel, au point que le concept de guerre est subordonné à celui d'ennemi⁷.

5. Dans la même interview, ce personnage affirme imprudemment : « Les gens sont différents, les Chiliens sont beaucoup plus civilisés et la seule chose que j'ai vue, c'est un grand rejet de ce type d'attitude. [...] Les gens ont beaucoup plus de bon sens et c'est une protestation qui n'a pas trouvé d'écho auprès de la population. »

6. Voir Pierre Dardot et al., *Le choix de la guerre civile. Une autre histoire du néolibéralisme*, Montréal, Lux, coll. « Futur proche », 2021, chap. 5.

7. Voir Carl Schmitt, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, coll. « Champs essais », 1992 [1927].

Or, pour les doctrinaires du néolibéralisme, c'est la relation d'antagonisme à la « civilisation occidentale » entendue dans sa supposée permanence comme tradition, ensemble de valeurs (dont celle de la concurrence de marché), religion, par opposition à l'égalitarisme.

Cela n'empêche pas que le néolibéralisme éprouve le besoin d'incarner cet ennemi dans diverses figures adaptées à chaque situation. On a là une identification *seconde* qui accomplit ce que l'on pourrait appeler une *instanciation* (ou exemplification) de l'identification première par l'opposition à la civilisation (aujourd'hui, par exemple, on constate l'ennemisation des minorités sexuelles ou raciales). Dans le cas du Chili du début des années 1970, la junte militaire a identifié le « marxisme » ou le « communisme » comme un ennemi mortel de la nation qu'il fallait combattre sans merci, ce qui n'allait pas sans un intérêt purement politique pour le contenu de la « doctrine »⁸. Une telle identification seconde, loin d'être secondaire, est indispensable à la construction discursive de l'ennemi. Son échec compromet en effet l'identification première elle-même. Qu'en est-il au moment où la révolte éclate en 2019 ?

8. Dans *Nocturne du Chili*, Roberto Bolaño (Paris, Christian Bourgois, 2002 [2000], p. 112-116) met en scène une rencontre entre des généraux de la junte et le père Ibacache, membre de l'Opus Dei chargé de leur « donner quelques cours de marxisme ». Mais le marxisme qui obsède les généraux est moins celui de Marx que celui de Marta Harnecker, une Chilienne liée au régime castriste, autrice d'un livre intitulé *Concepts élémentaires du matérialisme historique* (1969), c'est-à-dire celui d'un marxisme acclimaté à la situation de l'après 1968 en Amérique latine. On sait par ailleurs que l'intérêt de Pinochet se portait sur des figures historiques comme celles de Franco ou de Napoléon plutôt que sur des œuvres théoriques.

La déclaration de l'état de guerre à l'intérieur le 20 octobre trahit, jusque dans ses termes et au-delà de la dramatisation rhétorique de circonstance, un embarras qui n'est pas sans signification : si nous sommes en guerre contre « un ennemi puissant et dangereux », comme le dit le président, quel est le visage de cet ennemi qui est derrière les émeutes du 18 octobre ? Peut-on assimiler les jeunes de 15 à 18 ans qui bloquent le métro, s'en prennent aux banques et aux grands magasins, à l'ennemi de toujours, au « marxisme » et au « communisme » ? Faut-il incriminer un complot ourdi à l'étranger ? À la demande du gouvernement, et en se fondant sur un examen des réseaux sociaux, une agence privée parviendra à la conclusion que le mouvement a été organisé par « des personnes mapuches formées par Cuba et par Maduro ». La droite ira jusqu'à recourir au mot-valise « Chilezuela » pour dénoncer le danger d'un régime autoritaire du type Venezuela. Néanmoins, les mots de Piñera sont choisis pour suggérer que cet ennemi est fondamentalement toujours le même : celui qui s'en prend à la propriété privée et à l'État. Mais cette rhétorique du pouvoir tourne à vide et a perdu toute crédibilité, faute précisément de pouvoir donner un visage à l'ennemi, c'est-à-dire d'instancier l'ennemi civilisationnel dans une figure concrète, visible par tous. La suite va montrer à quel point cette incapacité est le signe du complet isolement politique de Piñera.

L'attitude des partis politiques

La plupart des partis, dont ceux de la gauche traditionnelle, adoptent une attitude conservatrice qui

se manifeste dans le leitmotiv de l'« appel à l'ordre ». Les partis de la Concertation : PS, DC et PPD, tout comme le Partido Radical (PR), condamnent les actions de blocage du métro. Leur langage à l'adresse des jeunes émeutiers est invariable et se résume à : « Laissez-nous faire, nous qui sommes des politiciens professionnels. » Les choses commencent à changer avec la grande manifestation du 25 octobre qui réunit un million de personnes à Santiago. À dater de ce jour, même la droite commence à rallier le mouvement, y compris l'Unión Demócrata Independiente (Union démocrate indépendante, UDI), le parti fondé en 1987 par Jaime Guzmán, le père de la Constitution de 1980.

Quelle est l'attitude des autres formations situées à la gauche des forces de la Concertation ? Il s'agit pour l'essentiel du Partido Comunista (Parti communiste, PC) et des forces du Frente Amplio (Front large, FA). En la personne de Camila Vallejo, porte-parole du mouvement étudiant de 2011 devenue députée en 2014, le PC soutient d'emblée le mouvement et s'organise pour tenter de faire adopter des lois en faveur du travail contre le capital (notamment pour des augmentations de salaires, la réduction de la journée de travail à 40 heures et le renforcement du rôle des syndicats).

Le FA n'est pas un parti politique au sens strict. Il s'agit d'une formation récente (fondée en 2016) qui regroupe en une seule coalition plusieurs petits partis⁹. Surpris par l'ampleur de la mobilisation, il lui accorde son soutien, mais il est agité dès les pre-

9. Dont notamment Revolución Democrática (Révolution démocratique, RD), Convergencia social (Convergence sociale, CS),

<i>Les droits comme seul fondement de l'État</i>	233
<i>État social versus État subsidiaire</i>	238
<i>Une proposition constitutionnelle</i>	
<i>qui ose le féminisme</i>	242
<i>L'acquis d'un « constitutionnalisme</i>	
<i>écologique</i> »	250
<i>Une Constitution à « deux âmes » ?</i>	256
<i>Présidentialisme ou démocratie</i>	261
<i>L'alternative du constitutionnalisme</i>	
<i>délibératif</i>	265
Conclusion. L'imagination politique ou	
la mémoire du futur	273
<i>La grande hétérogénéité du Rechazo</i>	274
<i>Quarante ans d'expérience néolibérale</i>	277
<i>La responsabilité du gouvernement</i>	279
<i>Un nouveau processus constituant piloté par</i>	
<i>le Congrès et un comité d'experts ?</i>	281
<i>La vraie démocratie est délibérative</i>	
<i>et conflictuelle</i>	286
<i>Un « exercice d'imagination politique »</i>	290
Remerciements.....	295

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN DÉCEMBRE 2022
SUR LES PRESSES DES ATELIERS DE L'IMPRIMERIE
CPI FIRMIN-DIDOT POUR LE COMPTE DE LUX,
ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN CHIEN D'OR DE
LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

L'infographie est de Claude BERGERON

La révision du texte est de Frederick LETIA

Lux Éditeur
C.P. 83578, BP Garnier
Montréal (QC) H2J 4E9

Diffusion et distribution
au Canada: Flammarion
en Europe: Harmonia Mundi

Imprimé en France

Pierre Dardot

LA MÉMOIRE DU FUTUR

CHILI 2019-2022

Chili, 18 octobre 2019 : un soulèvement populaire d'une ampleur inédite ébranle le système néolibéral maintenu depuis la fin de la dictature de Pinochet. 4 septembre 2022 : la proposition constitutionnelle élaborée par la Constituante issue de cette révolte est rejetée par référendum.

Pendant ces trois ans, les mouvements sociaux ont mené un processus de politisation d'une rare intensité, nourrissant les débats dans et en dehors de la Constituante. L'expérience politique ainsi acquise, précieuse en enseignements qui vont bien au-delà du Chili, fraie une voie originale, celle de la réinvention de la démocratie comprise comme activité de tous les citoyens, et non comme monopole de politiciens professionnels.

Une telle réinvention se poursuivra, d'une manière ou d'une autre. Elle requiert un exercice de l'imagination politique qui interdit toute volonté de restaurer un lointain passé idéalisé ou de reproduire les récents gouvernements « progressistes ». Cet exercice, les féministes chiliennes le nomment la « mémoire du futur ».

Pierre Dardot est philosophe et chercheur à l'Université Paris Nanterre (Laboratoire Sophiapol). Il a publié de nombreux livres avec Christian Laval dont le plus récent, *Dominer* (La Découverte, 2020). Il anime le Groupe d'études du néolibéralisme et des alternatives (GENA).